



Concours externe de l'agrégation du second degré

Section langues vivantes étrangères : anglais

Programme de la session 2017

Écrit : tronc commun

I – Littérature

- 1 – William Shakespeare. *As You Like It* [1599]. Michael Hattaway, ed. Cambridge: Cambridge University Press (The New Cambridge Shakespeare), 2009.
- 2 – Jane Austen. *Sense and Sensibility* [1811]. James Kinsley, ed. Oxford: Oxford University Press (Oxford World's Classics), rev. ed. 2008 (2004) et le film de Ang Lee de 1996.
- 3 – Willa Cather. *My Ántonia* [1918]. Janet Sharistianian, ed. Oxford: Oxford University Press (Oxford World's Classics), 2006.
- 4 – Louis MacNeice. *The Burning Perch* [1963]. London: Faber and Faber, 2001.
- 5 – Don DeLillo. *Falling Man* [2007]. London: Picador, 2011.

N.B. Mêmes éditions pour l'écrit et l'oral.

II – Civilisation

1 – Le Royaume-Uni à l'épreuve de la crise, 1970-1979

Les années 1970 au Royaume-Uni sont souvent décrites comme une période de crise politique, sociale et économique, qui scella la fin du consensus de l'après-guerre et favorisa l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en 1979. La décennie fut en effet marquée par de graves difficultés économiques, accentuées par une conjoncture internationale difficile et des mouvements sociaux de grande ampleur, qui contraignirent « l'homme malade de l'Europe » à recourir au Fonds monétaire international. Mais si les années 1970 sont associées pour nombre de Britanniques à des années de crise, le bilan historique s'avère plus contrasté, et avec la poursuite des politiques sociales engagées dans les années 1960, les avancées furent nombreuses dans ce domaine. D'ailleurs, le groupe de réflexion *New Economics Foundation* publia un rapport en 2004, selon lequel l'année 1976 avait été l'année de l'après-guerre la plus agréable à vivre en Grande-Bretagne. L'historiographie récente souligne aussi d'importants changements culturels, évoquant l'âge d'or de la télévision britannique, de la fiction populaire, et de la musique punk rock. Cette décennie semble donc plus complexe et ambiguë qu'il n'y paraît à première vue, appelant une réflexion sur les idées de continuité et de rupture, ainsi que sur la thèse de l'obsolescence du consensus de l'après-guerre. Il s'agira notamment d'identifier la nature et la portée des crises que traversa le Royaume-Uni, et d'évaluer les réponses apportées par les gouvernements conservateurs et travaillistes pour enrayer un déclin, sinon un déclasserement national.

Les conservateurs gagnèrent les élections de 1970 avec un programme de rupture économique (*A Better Tomorrow*), promettant la croissance grâce à la mise en oeuvre de politiques nouvelles. Pourtant, le Premier ministre Edward Heath fut rapidement contraint de faire volte-face, en volant au secours d'entreprises en difficulté, malgré l'*Industrial Relations Act* de 1971, ou en revenant à la pratique de la planification et de la politique des revenus. Les grèves de 1972-1974, les coupures de courant et l'instauration de la semaine de trois jours, furent en partie à l'origine de l'alternance gouvernementale en février 1974, et contribuèrent au climat de crise. Les travaillistes n'eurent guère plus de succès dans leur stratégie d'apaisement des syndicats et la mise en place d'un contrat social pour maîtriser les dépenses et modérer les salaires. Ces événements fournissent un éclairage intéressant sur le renouveau d'un militantisme syndical, notamment avec le NUM (*National Union of Mineworkers*) et Arthur Scargill. Le choc pétrolier et la stagflation limitèrent l'efficacité des politiques keynésiennes, tandis que le FMI, sollicité pour un prêt en 1976, exigea en contrepartie des mesures de nature néo-libérale qui, si elles furent acceptées par les travaillistes, ne permirent pas pour autant de moderniser l'appareil productif. Par ailleurs, il s'agira d'expliquer dans quelle mesure le fossé Nord-Sud se creusa dans un contexte de déclin des industries traditionnelles et de tertiarisation de l'économie. Ce sentiment de polarisation géographique sera intégré à



Concours externe de l'agrégation du second degré

Section langues vivantes étrangères : anglais

Programme de la session 2017

une réflexion sur les inégalités entre les classes sociales, ainsi que sur le développement de la pauvreté et la distribution des richesses.

Il conviendra également d'analyser la portée de l'hiver du mécontentement de 1978-1979. Cet événement fut érigé à la fois comme point d'aboutissement d'un long processus et comme mythe politique fondateur, dont il est nécessaire de comprendre la construction. Les conservateurs et la presse, largement conservatrice, se servirent de ces grèves pour accréditer l'idée que l'ensemble des syndicats, véritable « Etat dans l'Etat », et le Parti travailliste étaient à l'origine du désordre social et politique.

Les années 1970 furent des années de contestation et de remise en question, non seulement de la gestion économique mais aussi de la gestion politique du pays. Elles sont associées à une crise du bipartisme, comme en témoigne la difficulté des deux grandes formations politiques à réunir les suffrages nécessaires à l'exercice d'un pouvoir fort. Cette difficulté à obtenir une majorité fut illustrée par les cas du gouvernement de minorité de février 1974, et l'alliance de courte durée entre libéraux et travaillistes, soutenue par les partis nationalistes de 1977 à 1978. On prendra en compte le contexte électoral (*dealignment*) marqué par une plus grande volatilité de l'électorat, et par un affaiblissement de l'identification partisane et du lien supposé organique entre classes sociales et préférence électorale. Ceci se solda par la montée en puissance du Parti libéral et des petits partis nationalistes à partir des législatives partielles de 1966 et 1967, et par une demande de plus en plus forte pour une dévolution des pouvoirs aux régions après la publication du rapport Kilbrandon en 1973. On note également la naissance de partis politiques dédiés à la défense de l'environnement.

La victoire inattendue des conservateurs en 1970, la nécessité d'organiser deux élections en 1974, la démission d'Harold Wilson en 1976, le résultat des référendums sur la dévolution le 1er mars 1979, et la motion de défiance du 28 mars 1979 furent autant d'événements qui renforcèrent l'impression d'une grande instabilité politique, sans oublier les troubles en Irlande du Nord qui menèrent notamment à la suspension de Stormont en 1972. Au plan idéologique, l'élection de Margaret Thatcher à la direction du Parti conservateur en 1975 constitue un moment-clé de l'histoire du parti. La branche du conservatisme social représenté par Edward Heath devint minoritaire en raison du virage idéologique, inspiré par les idées de la Nouvelle Droite, que M. Thatcher imposa. Le Parti travailliste ne fut pas non plus exempt de divisions internes qu'il faudra analyser. Par ailleurs, on pourra également mesurer la popularité de la monarchie britannique lors du jubilé d'argent de 1977, popularité très contestée par les républicains et des groupes comme les *Sex Pistols*.

On s'intéressera aussi à la question de l'intégration européenne, après les deux tentatives infructueuses de 1961 et 1967. On portera une attention particulière aux débats et aux affrontements politiques précédant le vote historique des Communes le 28 octobre 1971, à la loi de 1972 relative à l'adhésion (*European Communities Act*), et au référendum de 1975. Cette question révéla l'absence de consensus politique inter- et intra-partisan, offrant ainsi une tribune aux thèses eurosceptiques. On étudiera les prises de position britanniques au sein de l'espace européen après 1973, le rôle de la presse et l'évolution de l'opinion publique quant au nouveau statut du Royaume-Uni en tant qu'Etat membre de la CEE, au cours de cette décennie, jusqu'à la tenue des premières élections européennes directes au printemps 1979.

Dans le domaine des politiques sociales, on évaluera la continuité des mesures prises dans les années 1970 avec celles qui avaient été prises au cours des années 1960 : d'une part, le gouvernement conservateur décida en 1971 de renforcer, par un nouveau dispositif, les lois de 1962 et 1968 destinées à limiter l'immigration, restreignant ainsi le regroupement familial et établissant la nationalité par filiation (*patriality*) ; d'autre part, le Parti travailliste poursuivit les politiques anti-discriminatoires adoptées en 1965 et 1968 avec la loi-cadre de 1976 (*Race Relations Act*). On réfléchira, dans cette perspective, aux questions d'identité britannique et de société multiculturelle dans un contexte marqué par la montée du *National Front* et la radicalisation du discours des conservateurs.



Concours externe de l'agrégation du second degré

Section langues vivantes étrangères : anglais

Programme de la session 2017

On analysera la continuité des avancées amorcées dans les années 1960 dans les domaines de l'avortement (Rapport Lane en 1974), du divorce, de la famille (Rapport Finer sur les familles monoparentales en 1974, rapports sur les violences conjugales), et des discriminations contre les femmes avec les lois de 1970 et 1975. Il faudra également considérer les débats sur l'éducation qui opposèrent conservateurs et travaillistes. De même, on étudiera la question des dépenses de santé et l'évolution du service national de santé. Dans la continuité de la décennie précédente, on s'intéressera à l'organisation de nouveaux mouvements pour la revendication de certains droits (*Women's Liberation* et *Gay Liberation Front*, notamment). On prendra aussi en compte le développement d'une culture contestataire sous les traits, par exemple, du mouvement Punk.

Enfin, on terminera avec la campagne électorale pour les législatives de 1979, dont il faudra étudier les enjeux, les stratégies et le rôle des leaders politiques. Plus largement, on pourra examiner les analyses rétrospectives de ces élections et les interprétations a posteriori de la décennie tout entière.

2 – Les Républicains, de Dwight D. Eisenhower à George W. Bush (1952-2008)

Après près de vingt ans de présence démocrate ininterrompue à la Maison-Blanche, l'élection de Dwight D. Eisenhower en novembre 1952 marque le retour des Républicains à la tête de l'exécutif. Dans les décennies qui suivent, sa réélection et les deux victoires de Richard M. Nixon ne doivent pas occulter le fait que le Parti républicain demeure structurellement minoritaire. Pour renverser cette situation, les dirigeants et la base du Grand Old Party (GOP) ont cherché à renouveler leur corps de doctrine et à adapter leur stratégie électorale. Paradoxalement, c'est la défaite écrasante de Barry M. Goldwater en 1964 qui apparaît a posteriori comme le point de départ de la recomposition du paysage politique. Sa rhétorique résolument conservatrice, en rupture avec le *liberal consensus* de l'après-guerre, annonce celle de Ronald W. Reagan en 1980. Pendant la présidence de ce dernier, le centre de gravité du débat politique se déplace progressivement vers les valeurs conservatrices et un nouvel équilibre se dessine entre les deux grands partis américains.

L'ascension républicaine fait l'objet d'interprétations diverses : les débats historiographiques portent notamment sur sa chronologie, sa géographie, son contenu idéologique, et sur les conséquences des mutations de l'identification partisane – sur ce dernier point, faut-il ainsi parler de « réalignement » ou de « désalignement » ?

L'épreuve des faits, à travers l'exercice du pouvoir, est un élément d'appréciation essentiel de l'action des Républicains. Sans viser à l'exhaustivité, il conviendra de connaître les principaux succès et échecs des présidents républicains, les lois importantes votées par les élus du GOP au Congrès, ainsi que les décisions marquantes, d'inspiration conservatrice, de la Cour suprême.

On prêtera une attention particulière aux points suivants :

a – Étapes

La séquence électorale permet d'identifier les étapes de la montée en puissance républicaine. On verra ainsi tout d'abord en quoi le programme de Goldwater se démarque du *modern republicanism* de la présidence Eisenhower, qui participe quant à lui du *liberal consensus* de l'après-guerre. Les thèmes de la campagne de Goldwater, notamment la défense des « droits des États » contre l'ingérence de Washington, suscitent dans les années qui suivent un écho grandissant, en phase avec certaines évolutions profondes de la société américaine.

Quatre ans après la défaite de Goldwater, Nixon se présente comme le porte-parole d'une majorité silencieuse hostile aux changements sociétaux des années 1960. À plus d'un titre cependant, sa politique intérieure s'inscrit dans la continuité de celle de ses prédécesseurs. C'est avec Reagan, ancien gouverneur de Californie (1967-1975), qu'accède à la Maison-Blanche un représentant de l'aile conservatrice du Parti républicain. Il doit sa victoire à une puissante coalition de groupes et d'individus aux convictions et aux intérêts très divers. Bien que son bilan soit, à bien des égards, éloigné des intentions initiales, sa présidence transforme la politique américaine en ce qu'elle met fin au consensus de l'après-guerre et lui



Concours externe de l'agrégation du second degré

Section langues vivantes étrangères : anglais

Programme de la session 2017

substitue un nouvel équilibre.

À partir des années 1980, le GOP doit-il être considéré comme le nouveau parti majoritaire ? Les élections restent très contestées ; le débat politique est de plus en plus polarisé. Le succès spectaculaire des Républicains, conduits par Newton L. Gingrich, lors des élections de mi-mandat en 1994, est suivi de la réélection du Démocrate William J. Clinton en 1996. En 2001, George W. Bush n'est investi qu'après une élection très disputée ; sa présidence, que bouleversent les événements du 11 septembre 2001 et leurs conséquences, s'achève sur des revers électoraux pour le Parti républicain en 2006 et 2008.

b – Acteurs et instruments

L'ascension républicaine est rendue possible par des acteurs aux profils très divers dont on veillera à prendre en compte la multiplicité : le mot « Républicain » ne désigne pas seulement les électeurs dûment inscrits comme tels (*registered Republicans*), mais aussi les autres électeurs, les élus nationaux et locaux, les juges de la Cour suprême et des cours fédérales, les théoriciens (William F. Buckley, Jr., Irving Kristol, etc.) et les figures médiatiques (Grover G. Norquist, Paul M. Weyrich, etc.) de la mouvance conservatrice. Seront aussi examinés les *think tanks* (*Cato Institute*, *The Heritage Foundation*, etc.) et les dispositifs de diffusion (le réseau câblé Fox News, les *talk shows* radiophoniques, etc.) de l'idéologie du parti.

L'étude des aspects institutionnels de la question devra inclure le fonctionnement des structures nationales et locales du parti, ses modes de financement, et les mécanismes de désignation de ses candidats. On analysera les campagnes électorales, moments privilégiés de mobilisation de l'électorat, en identifiant les dynamiques qui leur sont propres.

Enfin, on s'attachera à l'un des traits les plus marquants de la recomposition politique : sa dimension géographique. En effet, l'engagement des Démocrates en faveur des droits civiques permet le déploiement d'une *Southern strategy* qui aboutit à la constitution d'un bastion républicain quasiment homogène dans le Sud. Toutefois ces gains notables et le maintien de positions solides dans les *red states* traditionnels s'accompagnent de difficultés persistantes à attirer durablement des catégories d'électeurs comme les minorités, au poids de plus en plus important, ou les femmes.

c – Enjeux

Le repositionnement du parti républicain sur une ligne conservatrice s'opère sous l'influence d'un renouveau intellectuel qui se dessine dès les années 1950. Se construit peu à peu un canon idéologique qui embrasse des thèmes très divers, parmi lesquels notamment :

- une politique économique qui prétend rompre avec les héritages du New Deal et de la Great Society : *supply-side economics*, dérégulation, réduction du périmètre de l'État-providence, équilibre budgétaire, etc. ;
- les valeurs de la Droite chrétienne : opposition au droit à l'avortement et à la recherche sur les cellules souches, créationnisme, affirmation des valeurs de la famille traditionnelle, etc. ;
- la défense des libertés individuelles et des « droits des États » contre les interventions du pouvoir fédéral dans les domaines des droits civiques, de la fiscalité, de la réglementation de la possession des armes à feu, de la protection de l'environnement, etc. ;
- la dénonciation d'un prétendu activisme judiciaire d'inspiration *liberal* et l'affirmation progressive d'une lecture « originaliste » de la Constitution ;
- une rhétorique dénonçant, de façon appuyée, toutes les formes de criminalité, et visant à dépeindre l'adversaire démocrate comme laxiste sur les questions de sécurité (*soft on crime*) ;
- l'instrumentalisation de la figure de l'ennemi extérieur, qu'il s'agisse du communisme ou du terrorisme.

Il conviendra de se familiariser avec un très riche corpus idéologique, en gardant à l'esprit son caractère souvent polémique et apologétique. Par ailleurs, il ne faudra pas perdre de vue que les politiques publiques mises en œuvre par les responsables, élus ou nommés, ne sont pas exemptes de contradictions avec les éléments du canon conservateur.

Enfin, une attention particulière sera portée à la définition de termes tels que *New Right*, *libertarian*, *liberal*, etc., qui devront être situés avec précision dans leur contexte historique.



Concours externe de l'agrégation du second degré

Section langues vivantes étrangères : anglais

Programme de la session 2017

III – Linguistique

1 – Phonologie

Dictionnaires de référence :

- D. Jones (Peter Roach, Jane Setter, John Esling, eds.). *Cambridge English Pronouncing Dictionary*. Cambridge: Cambridge University Press, 2011, 18th edition.
- J.C. Wells. *Longman Pronunciation Dictionary*. London: Longman, 2008, 3rd edition.

2 – Grammaire

Les questions ne s'appuient pas sur un programme.

ORAL

I - Épreuves à option

Le programme des options A et B est constitué par le programme des épreuves d'admissibilité auquel s'ajoute, pour chaque candidat, le programme ci-dessous correspondant à l'option A ou B, qu'il a choisie au moment de l'inscription :

A – Littérature

- 1 – Caryl Phillips. *Crossing the River* [1993]. London: Vintage Books, 2006.
- 2 – James Fenimore Cooper. *The Last of the Mohicans* [1826]. New York: Oxford University Press (Oxford World's Classics), 2008.

B – Civilisation

La Glorieuse Révolution (1688-1701)

La Glorieuse Révolution est souvent considérée comme le moment fondateur du système constitutionnel britannique actuel. Elle marque à la fois la résolution des violentes querelles étatiques et religieuses du XVIIe siècle et l'avènement d'une stabilité politique durable reposant sur l'affirmation du rôle du parlement face à la couronne. La crise de 1688-1689, qui voit Jacques II s'exiler en France, puis sa fille Marie et son gendre, le Hollandais Guillaume d'Orange, accéder conjointement au trône, génère de profondes transformations constitutionnelles, politiques et religieuses dans l'ensemble des Îles britanniques, que la décennie suivante, jusqu'à l'*Act of Settlement* (1701), confirme.

Dans la mesure où l'on touche ici à un véritable mythe national, il conviendra tout d'abord de connaître les principales interprétations historiographiques. On a longtemps fait de cette révolution « tranquille » l'expression même du « génie politique anglais » qui, alliant rupture et continuité, aurait, dans un esprit de compromis donné naissance à la monarchie parlementaire sans grand traumatisme et sans effusion de sang. D'autres y ont vu une simple affaire dynastique ou « révolution de palais » fondamentalement conservatrice, qui a empêché la souveraineté populaire de s'affirmer et qui a permis à l'Ancien Régime de perdurer tout autant qu'à l'idéologie de la propriété privée de croître. D'autres encore parlent d'une invasion militaire étrangère motivée par des ambitions purement personnelles et par des préjugés religieux rappelant les guerres de religion. Plus récemment, la Glorieuse Révolution a été replacée dans le cadre plus large d'une histoire de l'émergence de l'État bureaucratique en Europe.

On s'interrogera sur les causes immédiates et profondes de cette révolution et l'on étudiera le paysage politique dans lequel elle s'insère :

- la dissension entre factions Whig et Tory née à la fin des années 1670 et renvoyant à des clivages sociaux, économiques, politiques et religieux (parlement contre couronne ; non-conformistes contre Église ; intérêts marchands contre intérêts fonciers), pour beaucoup hérités de la première révolution du milieu du

Concours externe de l'agrégation du second degré

Section langues vivantes étrangères : anglais

Programme de la session 2017

siècle.

- les politiques de Jacques II et les représentations qu'ont pu en avoir ses sujets : Jacques II est-il un absolutiste en puissance enviant le pouvoir de Louis XIV, un modernisateur de la bureaucratie et de la politique étrangère, un despote éclairé avant l'heure prônant la tolérance, un roi pieux cherchant essentiellement le bien de ses sujets coreligionnaires ?

- la nature et le degré d'opposition à Jacques II : le pays est-il proche de la rébellion ou une intervention extérieure est-elle nécessaire afin de briser les blocages internes ? Comment le revirement des Tories, soutiens de Jacques II au début de son règne, mais ensuite aliénés par une politique religieuse considérée comme une menace pour l'Église épiscopale d'Angleterre, s'articule-t-il sur le plan local et national à la volonté réformatrice des Whigs ? Quelle est l'ampleur et quel est l'impact de la panique collective qui s'installe au sein du peuple, habitué à associer « papisme » et « tyrannie », face aux rumeurs de complots et de massacres catholiques ? Quelles sont les motivations personnelles, stratégiques, géopolitiques du Stadhouder Guillaume et comment s'est-il adressé à l'Angleterre ?

On rendra ensuite compte des événements de 1688-1689 en tant que crise familiale et dynastique, crise constitutionnelle et crise religieuse. On s'intéressera particulièrement à l'élaboration d'un nouveau consensus politique sous l'égide du *Convention Parliament*, suite au débarquement de la flotte de Guillaume et à la fuite de Jacques II. Le parlement se divise quant à l'interprétation qu'il faut donner aux événements récents et aux résolutions à prendre pour l'avenir, de même qu'il se heurte aux nouvelles vues de Guillaume sur la couronne. Un compromis est néanmoins atteint entre doctrine constitutionnaliste *whig* de la résistance et doctrine *tory* de l'obéissance passive. Une concession est faite au droit divin : la monarchie ne devient pas élective, car la couronne est offerte conjointement à Guillaume, monarque *de facto*, et à Marie, héritière Stuart légitime. Des dispositions sont prises pour contraindre les nouveaux monarques à agir selon la loi et en collaboration avec le parlement, au centre desquelles se trouve la *Declaration of Rights*. Le statut de ce texte et sa portée sont ambigus. Guillaume le fait adopter en tant que loi (*Bill of Rights*), sans toutefois lui accorder de valeur contractuelle et sans prévoir un dispositif qui contrôle sa mise en application. Des limites nouvelles sont imposées à la prérogative royale, mais elles sont en fait conçues comme la réitération des droits ancestraux du parlement et non comme une restructuration du système monarchique. L'urgence est au pragmatisme. On applaudit l'heureuse issue trouvée à la crise, et l'on parle de « Glorieuse Révolution ». Pourtant, le nouveau consensus n'est pas sans faiblesse. Les options les plus radicales, qu'elles soient républicaines ou contractualistes (*Le Traité du Gouvernement Civil* de Locke est publié en 1690), très minoritaires, sont écartées. Les divisions entre Whigs et Tories réapparaissent, notamment concernant les affaires religieuses. La vision *low church* de l'Église, qualifiée de latitudinaire, qui cherche l'intégration au sein de l'Église des protestants non-conformistes par une certaine souplesse doctrinale, s'oppose à la vision *high church*, plus hiérarchique et plus disciplinaire. On opte encore une fois pour le compromis, en tentant par la loi dite *Toleration Act* de gommer ces antagonismes : l'Église n'est pas restructurée ; on donne la liberté de culte public aux non-conformistes, mais aucun droit civique ; antitrinitariens, juifs et catholiques sont quant à eux totalement exclus. Les Tories craignent que la caution (même modeste) à présent donnée à un certain pluralisme religieux, menace la position centrale de l'Église d'Angleterre.

Si l'exclusion de tout catholique à la succession au trône, garantie par la *Bill of Rights*, fait l'unité au parlement, elle est source de divisions dans les trois royaumes. Est ici posée la question de l'émergence du jacobitisme. Il conviendra pour ce faire d'envisager qu'il n'y a pas eu une seule révolution, mais bien trois, dans trois royaumes différents, et d'étudier quel impact l'une a pu avoir sur les deux autres, et réciproquement. En Écosse, on assiste à une révolution beaucoup plus radicale qu'en Angleterre, qui met en avant la nature contractuelle de la monarchie, restreint avec plus de vigueur le pouvoir royal et abolit l'épiscopat. Des contre-offensives ont lieu mais elles sont écrasées en l'espace de deux ans. L'Irlande catholique et jacobite affirme quant à elle son indépendance par rapport à l'Angleterre et Jacques II l'utilise comme base de lancement de sa reconquête du trône. Le conflit meurtrier dure deux ans, la bataille de la Boyne en 1690 annonçant la victoire orangiste finale de 1691. Ces développements ouvrent plusieurs pistes de réflexion. Premièrement, les combats menés et le sang versé, surtout en Irlande, mettent en perspective la représentation traditionnelle et anglo-centrée d'une révolution pacifique. Deuxièmement,



Concours externe de l'agrégation du second degré

Section langues vivantes étrangères : anglais

Programme de la session 2017

naissent à ce moment des clivages durables dans les deux royaumes. En Irlande commence une période punitive alliant la confiscation des terres à la réduction des droits des catholiques. Troisièmement, les politiques irlandaises et écossaises gagnant en autonomie, se développe par réaction une volonté centralisatrice qui mènera plus tard à l'union des États anglais et écossais et à la formation d'un royaume de Grande-Bretagne en 1707.

Enfin, il sera nécessaire de s'intéresser au prolongement de la Révolution dans les années 1690. Les conflits armés en Irlande et en Écosse sont le premier épisode d'une longue guerre que mène Guillaume III avec ses alliés européens contre la France jusqu'en 1697. Cette décennie voit aussi l'adoption d'une série de mesures qui limitent de manière significative le pouvoir du monarque, de l'obtention par le parlement d'un droit de regard sur les finances publiques en 1690, jusqu'à l'*Act of Settlement* de 1701 qui réaffirme les règles de succession du *Bill of Rights* et tente une séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. L'étude des changements constitutionnels postérieurs à 1689 devra se faire de manière très ciblée, dans le seul but de déterminer si la Glorieuse Révolution fut une réelle rupture dans les pratiques et mentalités politiques. Le consensus ambigu et fragile établi en 1689 s'expose en effet à des interprétations multiples et contradictoires : la politique de guerre de Guillaume III serait l'expression paradoxale d'un autoritarisme royal et d'une dépendance croissante de la couronne envers le parlement ; l'opposition des Tories à la guerre qui se manifeste par exemple par le *Triennial Act* (1694) fixant les élections des Communes tous les trois ans et présidant à l'éclosion d'une véritable vie politique des partis, devrait se comprendre dans la continuité des pratiques de partage du pouvoir au XVII^e siècle ; inversement, les Whigs, le cœur du « parti de la guerre », voient en cette dernière le moyen stratégique de consolider les acquis de 1689 que sont la pérennité du protestantisme et les droits parlementaires : et s'ils dotent l'État d'un appareil administratif et financier jamais égalé auparavant, ils le mettent sous le contrôle du parlement – la Révolution aurait donc transformé les mœurs politiques et les ambitions parlementaires.

C – Linguistique

a – Commentaire de texte : épreuve hors programme

Dans son commentaire, le candidat devra traiter un sujet choisi par le jury et il pourra aussi, s'il le souhaite, consacrer une partie de son exposé à tout phénomène linguistique représenté dans le texte.

b – Leçon

Dans le cadre du programme ci-dessous, il est demandé au candidat de répondre à une question d'ordre théorique ou de discuter une ou plusieurs affirmations de linguistes tout en illustrant son argumentation à l'aide d'exemples tirés d'un corpus d'anglais contemporain qui lui sera fourni lors de la remise du sujet. Des connaissances théoriques sont attendues.

Les propositions subordonnées relatives.

II – Épreuves communes

Lors de la préparation de l'épreuve hors programme en anglais, les candidats auront à leur disposition :

- des dictionnaires unilingues anglais et américain.
- *The Encyclopaedia Britannica* DVD ROM, Ultimate edition, 2015.

N.B. Les éditions sont données à titre indicatif.